

Service prévention des risques anthropiques
14 Rue du Bataillon de Marche 24
67200 STRASBOURG

STRASBOURG, le 31/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



MDPA (anciennement STOCAMINE)

Avenue JOSEPH ELSE
68310 WITTELSHEIM

Références :
Code AIOT : 0006702296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/01/2023 dans l'établissement MDPa (anciennement STOCAMINE) implanté Avenue JOSEPH ELSE 68310 WITTELSHEIM. L'inspection a été annoncée le 15/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite était de constater l'accessibilité des blocs où sont stockés les déchets et la gestion des eaux au niveau de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MDPa (anciennement STOCAMINE)
- Avenue JOSEPH ELSE 68310 WITTELSHEIM
- Code AIOT : 0006702296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Stocamine est un stockage de déchets dangereux réalisé dans une couche de sel, sous les couches exploitées d'une ancienne mine de potasse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- entretien des installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

On constate que le cuvelage du puits présente un état de dégradation avancé, malgré les travaux de maintenance régulièrement effectués, les structures métalliques et béton présentent un état de dégradation lié à l'âge des équipements.

Concernant les galeries de circulation et d'accès aux blocs de stockages, les travaux d'entretien effectués par les mineurs permettent de maintenir les voies praticables. Cependant le phénomène naturel de fluage du sel contraint à renforcer régulièrement les galeries qui se referment sur elles-mêmes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 03/02/1997, article 18	/	Sans objet
2	Centrale Beton	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R512-47	/	Sans objet
3	Collecte des eaux (centrale béton)	Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont entretenues et maintenues opérationnelles par les mineurs, cependant les cuvelages des puits arrivent à leur terme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/1997, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux issues du bâtiment de déchargement, du local de décontamination , les eaux d'exhaure et toutes les eaux susceptibles d'être polluées sont dirigées vers un bassin étanche de 1000 m3.
Constats : Une citerne en surface d'une capacité 100 m ³ , permet de collecter les eaux issues des infiltrations au niveau du puits Un bachou de 3m ³ au niveau -24, permet de récupérer les eaux d'infiltration, le volume collecté représente environ 5 m ³ /j , les eaux sont remontées par pompage 2 fois par jour. Un puisard situé au fond du puits Joseph, permet de récupérer les eaux issues de l'infiltration des niveaux inférieurs qui sont stockées dans 2 cuves de 3 m ³ avant pompage. Au niveau du puits Joseph en surface, un bassin en béton d'une capacité de 4000 m ³ , permet de collecter l'ensemble des eaux sur le carreaux avant rejet dans le milieu naturel. Le niveau est surveillé en permanence au niveau de la salle de contrôle. Ces dispositions répondent à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Centrale Beton

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R512-47
Thème(s) : Situation administrative, déclaration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
Constats : La centrale béton a fait l'objet d'une déclaration préalable effectuée par Bouygues Travaux Publics Régions France, en date du 24/08/2020, pour l'exploitation d'une installation de production de béton prêt à l'emploi au titre de la rubrique 2418-b , pour une capacité déclarée de 3 m ³ . L'installation de séchage des matériaux destinés à la fabrication du béton a fait l'objet d'une déclaration préalable effectuée par Bouygues Travaux Publics Régions France, en date du 04/07/2022, pour l'exploitation d'une installation de combustion au titre de la rubrique 2910-A-2, pour puissance de 5 MW. Les deux installations exploitées par la société Bouygues sur le carreau du puits Else sont régulièrement déclarées au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Collecte des eaux (centrale béton)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2011, article 5.5
Thème(s) : Risques chroniques, collecte des eaux de lavage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons et l'installation d'un dispositif de mesure du débit.
Constats : L'exploitant a mis en place un bassin de récupération des eaux de ruissellement d'une capacité de 8m ³ . Pour les eaux de lavage, il a mis en place un bassin de décantation d'une capacité de 8 m ³ et un second bassin d'une capacité également de 8m ³ . Un deshuileur est implanté sur le circuit de rejet de eaux vers le réseau public. Les aménagements réalisés satisfont aux prescriptions énoncées par l'arrêté ministériel du 26/11/11.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet